

**L'hon. John C. Munro (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social):** Je ne sais pas que la lettre m'ait été signalée, monsieur l'Orateur, mais je me renseignerai volontiers.

#### LE RÉGIME D'ASSISTANCE PUBLIQUE DU CANADA

LA DEMANDE DE MODIFICATION PRÉSENTÉE PAR LES PROVINCES ATLANTIQUES

**M. Robert McCleave (Halifax-East Hants):** Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Le gouvernement étudie-t-il la demande de quatre gouvernements des provinces atlantiques en vue de modifier la formule de partage aux termes du régime d'assistance publique du Canada? Si oui, quand compte-t-on prendre une décision?

**L'hon. John C. Munro (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social):** Monsieur l'Orateur, comme le député le sait, j'ai rencontré vendredi dernier les ministres provinciaux du Bien-être social. Ils ont présenté une proposition que je me suis engagé à prendre en considération et à transmettre à mes collègues. La proposition devra être examinée par mon ministère pendant quelques semaines, avant d'être soumise au cabinet.

#### L'AGRICULTURE

DEMANDE D'ENQUÊTE SUR LES PRIX DES ENGRAIS CHIMIQUES

**M. A. P. Gleave (Saskatoon-Biggar):** J'aurais une question assez urgente à poser au premier ministre, étant donné l'absence du ministre de l'Agriculture et du ministre de la Consommation et des Corporations. Comme Esthol McKella, président de la Fédération agricole de Charlotteville dans le comté de Norfolk, a demandé à la Commission d'enquête sur les pratiques restrictives du commerce de faire enquête sur le prix des engrais, le premier ministre donnerait-il à la Chambre l'assurance que le gouvernement entreprendra ou fera entreprendre une enquête sur ces accusations très graves?

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Monsieur l'Orateur, je tiendrai la question pour préavis au nom du ministre de l'Agriculture qui, comme la Chambre le sait, est dans l'Ouest où il présidera pendant deux jours une réunion ministérielle des pays exportateurs de céréales.

#### LA MAIN-D'ŒUVRE

YARMOUTH (N.-É.)—LES SERVICES SPÉCIAUX À L'INTENTION DES OUVRIERS DE L'USINE TEXTILE

**M. Louis-Roland Comeau (South Western Nova):** Monsieur l'Orateur, ma question s'a-

dresse au ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration. Comme l'usine de textile Cosmos à Yarmouth a commencé à licencier ses employés et que le ministre a dit qu'il offrirait à ceux-ci des services spéciaux, nous dirait-il maintenant quels sont ces services supplémentaires ou spéciaux?

**L'hon. Allan J. MacEachen (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration):** Monsieur l'Orateur, les services que nous fournissons sont bien connus. Ils sont adaptés spécialement à chaque situation d'espèce et je suis convaincu qu'ils se révéleront également utiles à Yarmouth.

**M. Comeau:** Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre a parlé de services spéciaux. Peut-il en réponse à ma question, soit à la Chambre soit par écrit, préciser ce que sont exactement ces services?

**Une voix:** Des services funèbres.

#### L'IMMIGRATION

LE NOMBRE DE RÉFRACTAIRES ET DE DÉSERTEURS AMÉRICAINS ADMIS AU CANADA

**M. P. V. Noble (Grey-Simcoe):** Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration. Peut-il nous indiquer combien de refractaires et de déserteurs ont été autorisés à séjourner au Canada?

**M. l'Orateur:** A l'ordre, s'il vous plaît. Le député demande un renseignement de caractère statistique. Une question de ce genre doit normalement être inscrite au *Feuilleton*.

#### LES PÉNITENCIERS

QUESTION RELATIVE À UNE ENQUÊTE SUR LES ACTES DE VIOLENCE

**M. Robert C. Coates (Cumberland-Colchester-Nord):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au solliciteur général. Peut-il dire à la Chambre si des fonctionnaires de son ministère enquêtent sur les actes de violence qui se sont produits récemment dans certains pénitenciers? Je me réfère en particulier aux attaques sérieuses contre les gardiens au pénitencier de Dorchester.

**L'hon. G. J. McIlraith (solliciteur général):** Monsieur l'Orateur, je puis difficilement répondre à la première partie de la question, car elle est trop générale. Quant à la deuxième partie, je ne suis pas en mesure de fournir des détails précis à la Chambre aujourd'hui, mais j'ai demandé qu'on enquête sur cette affaire.